

# **Argumentaire pour la facilitation des échanges dans la pratique**

**Andrew Grainger**

Nottingham University Business School  
andrew.grainger@nottingham.ac.uk

# Incitants politiques génériques

## 1. Modernisation des opérations transfrontalières

- Croissance des volumes des échanges
- Ressources limitées aux fins du contrôle
- Facteur favorable à une gestion de la chaîne logistique et à des opérations logistiques modernes (conteneurisation, par exemple)

## 2. Compétitivité nationale

- Réduire le fardeau de la conformité aux règles du commerce et le coût des transactions B-G (entreprises-autorités)
- Modernisation du commerce et des douanes

## 3. Organisation mondiale du commerce

- Niveaux des tarifs en baisse
- Les négociations abordent le domaine non-tarifaire
- “tuyauterie du commerce international” -> facilitation des échanges

## 4. Sécurité de la chaîne logistique

- Références explicite et implicite aux mesures de facilitation des échanges
- Reconnaissance du fait que la facilitation des échanges et les contrôles conjoints avec les opérateurs sont nécessaires en vue de renforcer le contrôle

## 5. “Aide pour le commerce” et renforcement des capacités

- La facilitation des échanges au coeur de l'aide au développement

**See:** Grainger, A.(2011)., "Trade Facilitation: A Conceptual Review", *Journal of World Trade*, Vol.45 (1), pp. 39-62.

# Définition

- La facilitation des échanges passe en revue les possibilités en matière d'amélioration des procédures régissant le mouvement transfrontalier des marchandises en vue de :
  1. réduire les coûts y afférents et
  2. aboutir à une efficacité optimale tout en
  3. sauvegardant les objectifs réglementaires légitimes.
- Constat clé:
  - L'objectif de la facilitation des échanges est d'optimiser le bien-être public
  - cela se fait parfois au détriment de certaines situations acquises

See: Grainger, A.(2011)., "Trade Facilitation: A Conceptual Review", *Journal of World Trade*, Vol.45 (1), pp. 39-62.

## Pays d'exportation

### Douane :

- Déclaration d'exportation

### Transit intérieur :

- Des procédures complémentaires sont fréquemment appliquées au transport des marchandises entre les installations du vendeur et la frontière

### Licences d'exportation

- Les exigences en la matière peuvent être pléthoriques, en particulier dans les pays en développement
- demandes, émissions, redevances, files dans les locaux des autorités publiques, fait d'annexer la licence à la déclaration d'importation

### Certificat d'origine

- Demande, émissions, redevances, files dans les locaux des autorités publiques

### Sanitaire et phytosanitaire

- Certains types de marchandises sont soumis à des réglementations sanitaires et phytosanitaires durant le transit et dans le pays d'importation. Le certificat vétérinaire, le certificat phytosanitaire, le certificat de fumigation et d'autres documents similaires doivent être obtenus avant l'exportation

### Certificats spécifiques pour certains produits

- Les importateurs dans des pays tiers exigeront probablement d'autres certificats spécifiques pour certains produits. Parmi les exemples figurent le certificat CITES, la déclaration des marchandises dangereuses, les certificats de tests, les certificats de qualité, la fiche de composition du produit.

## Pays de transit

### Douane

- Hormis les cas dans lesquels il existe un accord de transit, les opérateurs doivent déposer une déclaration de transit à l'entrée, prendre les dispositions nécessaires en matière de garantie financière (caution), déposer une déclaration de transit à la sortie et faire une demande de restitution de la garantie.
- Dans certains pays, il est fréquent que des vérifications soient effectuées à l'entrée et à la sortie ; d'autres se bornent à vérifier les scelllements.

### Sanitaire et phytosanitaire

- Certains types de marchandises peuvent être soumis à des réglementations sanitaires et phytosanitaires.

### Procédures de transport

- Contrôle des véhicules (poids, sécurité), vérification des cabotages

### Contrôles d'immigration

- Conducteur du camion, équipage du navire
- Recherche d'immigrants clandestins dans la cargaison

## Pays d'importation

### Douanes

- Déclaration d'importation ; de nombreux pays exigent également des notifications et autorisations préalables

### Quota tarifaire et licences d'importation

- Demande, émission, paiement de redevances, files dans les locaux des autorités publiques, annexer la licence à la déclaration d'importation, enregistrer le montant du quota utilisée

### Procédures commerciales

- Conclure un contrat avec le vendeur, convenir des Incoterms, conclure un contrat avec les entreprises de transport et de logistique, prendre les dispositions nécessaires pour effectuer le paiement des marchandises (lettre de crédit, par exemple), assurance

### Sanitaire et phytosanitaire

- Certains types de marchandises peuvent être soumis à des réglementations sanitaires et phytosanitaires et doivent être déclarés aux autorités compétentes

### Contrôles d'immigration

- Conducteur du camion, équipage du navire
- Recherche d'immigrants illégaux dans la cargaison

### Transit intérieur

- Des procédures complémentaires pourraient être appliquées aux marchandises au transport des marchandises entre la frontière et les installations de l'importateur

**Source:** Grainger, A (2011) "Trade Facilitation", in Woolcock, S et al. [ed.] *Trade Policy Handbook*, Ashgate: London [forthcoming]

# Le panorama de la facilitation des échanges

- Approche descendante:
  - Souvent fondée sur des recommandations internationales et des bonnes pratiques avérées
- Approche ascendante
  - Nourrie par les problèmes opérationnels rencontrés
- Bon marché et rapide
  - par exemple, coordination des heures de bureau
  - par exemple, mise en oeuvre de procédures de recours administratives
- Axé sur les projets
  - Par exemple, mise au point et mise en oeuvre d'une infrastructure sur mesure en matière de commerce électronique
- Institutionnel
  - Unions douanières et démantèlement des frontières
  - Mesures de gouvernance pour l'encadrement à la frontière
  - Coopération avec le secteur privé

# Contributions de la recherche à ce jour:

- Travaux “d’économistes”, par exemple:
  - OCDE (2003)
    - Utilise une base de données commerciales pour calculer que chaque réduction d’1% des coûts des transactions commerciales se traduit par un bénéfice économique mondial allant jusqu’à 43 milliards de dollars des Etats-Unis
  - John Wilson et al. (Banque mondiale et APEC)
    - Utilisant des modèles de gravitation tirés de 4 indices indirects de FE, calcule que si les Membres de l’APEC dont la performance est en-dessous de la moyenne étaient en mesure de l’améliorer jusqu’à la moitié de la moyenne de l’APEC, le commerce intra-APEC pourrait augmenter du montant vertigineux de 254 milliards de dollars et augmenter le produit intérieur brut (PIB) moyen de la région APEC de 4,3%
  - David Hummels
    - Suggère dans son modèle centrique américain que, s’agissant des produits manufacturés, chaque journée de voyage gagnée représente en moyenne 8% de leur valeur.
- Cadres
  - Doing Business (Trading Across Borders dataset)
    - Compilation mondiale des exigences en matière de procédures; analyse fondée sur des conjectures normalisées (pas forcément rencontrées dans la pratique)
  - Logistics Performance Index (LPI)
    - Etude mondiale concernant les transitaires et les entreprises de messagerie rapide
  - Diagnostic Trade Integration Studies (DTIS)
    - Evalue les contraintes internes et externes pesant sur l’intégration d’un pays dans l’économie mondiale
  - Etude OMD sur le temps nécessaire à la mainlevée
    - S’intéresse au temps nécessaire entre l’arrivée des marchandises et l’octroi de la mainlevée par la douane

# Énoncé du problème

- L'argumentation en faveur de la facilitation des échanges est quelque peu incomplète
- Caractérisée par:
  - des incitants politiques génériques
  - des recommandations internationales de haut niveau
  - Nourrie de modèles ou cadres économiques souffrant d'un manque de détails opérationnels

- Une argumentation imparable pour la facilitation doit aborder les points suivants:
  - Les mesures à mettre en oeuvre ; et pourquoi!
  - L'ordre de priorité
  - Coûts et avantages spécifiques; et pour qui!
  - Stratégies pour surmonter les obstacles à la mise en oeuvre (risques inhérents aux projets)
  - La façon de mesurer les progrès en matière de facilitation des échanges
  - Ce qui constitue la réussite

# Mesurer les coûts de la conformité aux règles du commerce?

- Quels coûts et avantages convient-il de mesurer?
  - Quelles sont les parties prenantes (publiques ou privées) qui en bénéficieront?
  - Qui seront les perdants?
  - Unité d'analyse: Niveau entreprise, niveau secteur, niveau chaîne logistique, niveau pays?
- Coûts directs:
  - Coûts fixes
  - Coûts spécifiques à la transaction (variables)
- Coûts indirects:
  - Perte de compétitivité, d'affaires et de recettes fiscales
  - Affectation inadéquate des ressources
    - C'est-à-dire qui pourraient être utilisées de manière plus efficace, par exemple aux fins de la sécurité

# Etude de visibilité (mappage)

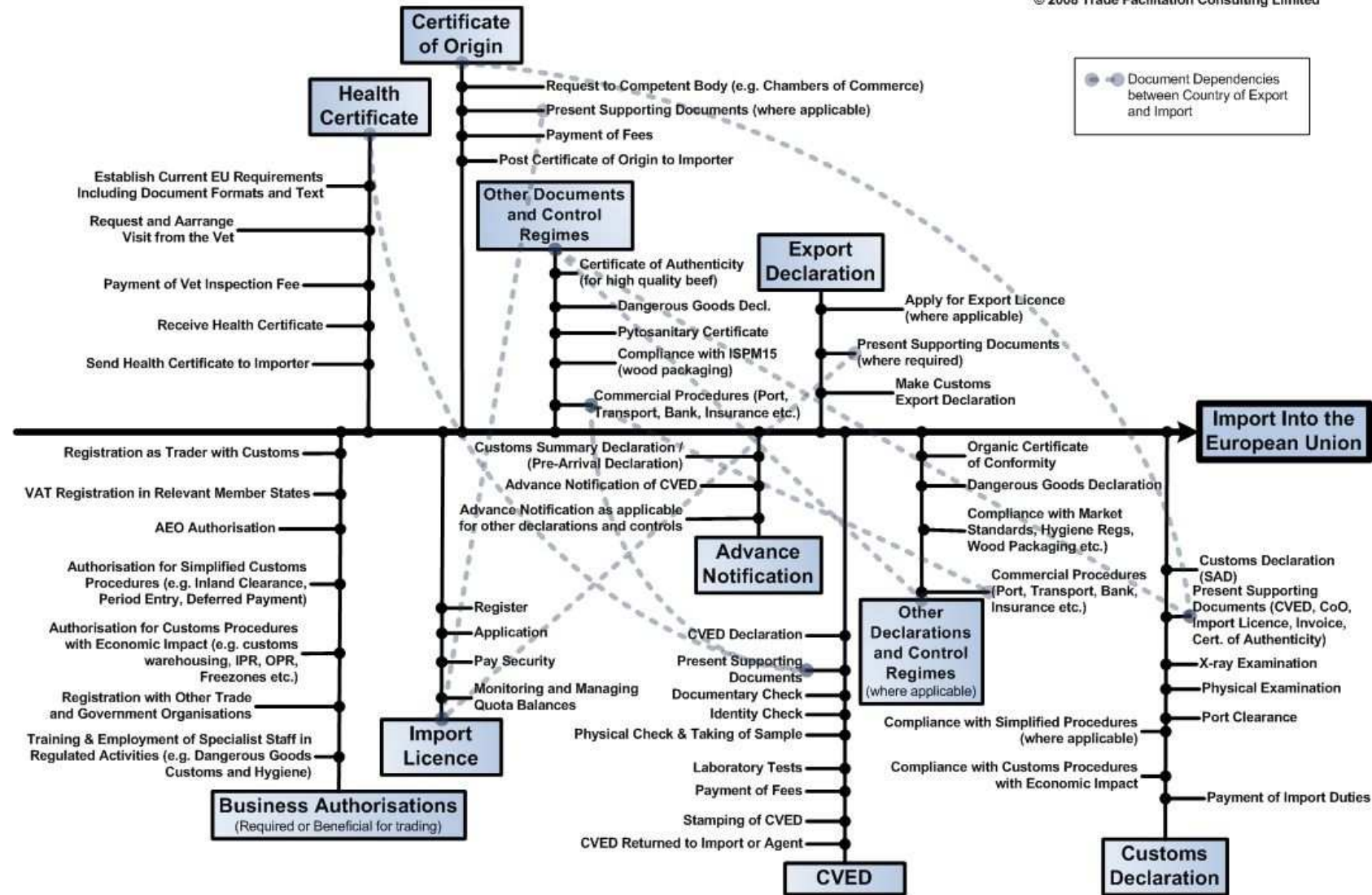
- Qui sont les parties prenantes?
- Quels sont leurs intérêts?
- Dans quelle mesure soutiennent-elles l'idée de réduire les coûts tout au long de la chaîne logistique?
- Qui est en mesure de payer?
  - Pourquoi devraient-elles payer?
- Dans quelle mesure les données concernant les coûts et les avantages sont-elles accessibles?
- Le soutien pour les réformes visant à optimiser la prospérité peut-il être obtenu par la contrainte?
  - Stimulants
  - Sanctions (ou menaces de sanctions)

# Rôle des organes de coordination

- Faciliter le dialogue entre les parties prenantes
- Contribuer à débrouiller les situations complexes
  - Rendre visible la complexité opérationnelle et procédurale
- Contribuer à recueillir les besoins et priorités en matière de réforme
  - Réaction face aux frustrations rencontrées
    - Ancré dans la pratique opérationnelle
  - Dynamisme (visionnaire)
    - Peut s'appuyer sur des recommandations internationales
- Contribuer à surmonter les obstacles à la réforme
  - Manque de connaissance
  - Limitations institutionnelles
  - Conflit d'intérêts
- Apporter son soutien à la coordination des initiatives de réforme

# Démêler l'écheveau

© 2008 Trade Facilitation Consulting Limited



See: [http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2009/april/tradoc\\_142927.pdf](http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2009/april/tradoc_142927.pdf)

# Proposition de recherche

- Modèle générique pour une évaluation des coûts de conformité aux règles du commerce et des besoins de la réforme
  - Objectif:
    - Contribuer à identifier et à cartographier tous les coûts (fixes et variables) de conformité aux règles du commerce pour l'ensemble de la chaîne logistique (au sein des organisations et entre elles)
    - Elaborer un modèle de conformité générique pour l'intégralité de la chaîne logistique
    - Développer une compréhension des frais réels et supposés
    - Dresser la liste des recommandations pour la réforme, ancrées dans des pratiques opérationnelles avérées, qui optimisent le bien-être public
  - Plan:
    - Réaliser des études de cas spécifiques à un secteur et élaborer des modèles de coûts de conformité spécifiques à un secteur
    - Elargir le champ d'application au niveau pays ou au niveau régional
    - Mettre au point un modèle de coûts de conformité susceptible d'être utilisé dans le cadre des négociations à l'OMC sur la facilitation des échanges

# Discussion

